



3 1761 11651955 4

CA20N  
DG 710  
- A 59

# **The Ontario Council of Regents for Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology**

**Annual Report  
September 1, 1991 - August 31, 1992**





---

## The Ontario Council of Regents for Colleges of Applied Arts and Technology

The Ontario Council of Regents for Colleges of Applied Arts and Technology is a provincial agency established under the Ministry of Colleges and Universities Act. The Council is responsible and accountable to the Minister of Colleges and Universities.

The Council's primary role is to provide informed policy advice, for consideration by the Minister of Colleges and Universities, that will promote and encourage the well-being and effectiveness of Ontario's system of colleges of applied arts and technology.

The Colleges' Collective Bargaining Act confirms the Council of Regents as the employers' agent for collective bargaining purposes.

Regulation 640 confers on the Council the authority to appoint members to the individual college boards.

Les rapports finaux du Conseil d'établissement du CNAFC et du Comité consultatif du PRA sont entre les mains du ministre des Collèges et Universités; le COAC attend sa décision. Si l'on décidait de mettre en oeuvre ces initiatives dans les collèges, on prévoit commencer le travail immédiatement au COAC.

Par ailleurs, le COAC attend qu'on l'oriente concernant la mise en oeuvre des recommandations du *Rapport sur le harcèlement et la discrimination dans les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*.

Récemment, on a demandé au COAC de coordonner le travail du Comité directeur sur la restructuration des collèges qui, au cours de la prochaine année, enquêtera sur les moyens de faire face à une réalité économique de plus en plus difficile, tout en continuant de jouer un rôle toujours plus important dans la reprise économique de l'Ontario.



---

# The Ontario Council of Regents

## Annual Report: September 1, 1991 - August 31, 1992

### Table of Contents

1. Chair's Report
2. Mission Statement
3. The Council's Membership
4. The Council's Staff
5. Operating Expenditures
6. Governance Issues
7. Collective Bargaining/Human Resource Management
8. *Vision 2000* Recommendations
  - College Standards and Accreditation Council (CSAC)
  - Prior Learning Assessment (PLA)
9. Harassment and Discrimination
10. 25th Anniversary of the College System
11. Looking Forward

Le 21 mai 1965, le ministre de l'Éducation a déposé une projet de loi visant la création en Ontario de collèges d'arts appliqués et de technologie. Les collèges ont été créés en réponse aux importants changements sur les plans économique, social et démographique des années 60. Le nouveau réseau collégial avait pour objet de se rapprocher le plus possible des objectifs socio-économiques de la province.

A la demande du ministre des Collèges et Universités, un comité spécial représentant le ministère, le COAC et des groupes intéressés des collèges a été créé pour organiser les fêtes commémorant le 25<sup>e</sup> anniversaire du réseau collégial en 1992. Richard Johnston est le président du Comité directeur du 25<sup>e</sup> anniversaire.

Depuis l'ouverture en octobre 1966 du collège Centennial qui accueillait 500 étudiantes et étudiants, plus de 400 000 hommes et femmes ont obtenu des diplômes à la suite de programmes d'un, de deux ou de trois ans. De plus, des centaines de milliers d'étudiantes et d'étudiants ont suivi des cours de formation continue ou ont été recyclés par le biais de formation par sous-traitance et de programmes d'apprentissage.

Bien que les collèges aient fourni une éducation postsecondaire de qualité et utile à un grand nombre d'Ontariennes et d'Ontariens, le public perçoit encore les études collégiales comme étant moins prestigieuses que les études universitaires.

Si les collèges veulent réussir à contribuer à l'atteinte par la province de ses objectifs en matière d'éducation et de formation, il faut dissiper les perceptions et mythes actuels du public concernant les avantages d'une éducation et d'une formation acquise dans les collèges. Le 25<sup>e</sup> anniversaire du réseau collégial en 1992 constitue une occasion innée de souligner le rôle de plus en plus important des collèges dans la reprise économique de la province par le biais de la formation et du recyclage de la main-d'œuvre, ainsi que de reconnaître et d'applaudir l'apport considérable des diplômées et des diplômés du réseau collégial par le biais de leurs réalisations professionnelles et sociales.

Pour marquer le 25<sup>e</sup> anniversaire du réseau collégial, le Comité directeur a recommandé au ministre de créer un programme de prix spéciaux auquel les diplômées et diplômés seulement seraient admissibles. Les Prix du premier ministre pour les personnes diplômées des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario seront remis pour la première fois en 1992. Chaque année, un prix sera remis à une ou à un diplômé de chacun des domaines suivants : arts appliqués, affaires, sciences de la santé et technologie. Les lauréates et lauréats des Prix du premier ministre recevront une médaille commémorative; de plus, une bourse de cinq mille dollars sera versée au collège de son choix.

On remettra pour la première fois en novembre 1992 les Prix du premier ministre.



# 1. Chair's Report

Since 1988, the Council of Regents' policy and planning activities have focused on *Vision 2000*, a major review of the Ontario college system's mandate, set in motion by the Honourable Lyn McLeod in October of that year. In May 1990, the Council forwarded the final report *Vision 2000: Quality and Opportunity* to the Minister of College and Universities. Since that time Council has worked extensively on two major initiatives resulting from the recommendations of that report: CSAC (College Standards and Accreditation Council) and PLA (Prior Learning Assessment).

CSAC would be responsible for the development of provincial program standards and a process for system-wide program review. PLA would establish a system and process to evaluate and give credit to learners for college-level learning that has been acquired through work experience, community work, non-credit courses, self-directed study and study at other education institutions. Both initiatives have far-reaching implications for improved quality and access in the Ontario college community and have received wide support from students, teachers, administrators, support staff and groups representing employers and workers and other educational and community interests, who have all participated in joint working committees. Final reports of both the CSAC Establishment Board and of the PLA Advisory Committee were forwarded to the Minister of Colleges and Universities in July 1992.

In response to the government's May 1991 request for an investigation of harassment on college campuses, Council was also pleased to submit the Harassment Task Force's *Report on Harassment and Discrimination in Ontario Colleges of Applied Arts and Technology*. The findings of the Task Force are discussed in this report.

Aside from these special policy initiatives, the Council continued to carry out its legislative responsibilities in the areas of human resource management and governance in the college system. Pending legislation regarding the formation of an employers' association, Council fulfilled its role as agent for the colleges in collective bargaining of contracts. In addition to appointing appropriate skilled and representative persons to college boards of governors, Council looked at ways to increasingly ensure that these appointees reflect the communities they serve.

The year 1992 marks the 25th anniversary of Ontario's college system and at the request of the Minister of Colleges and Universities, a committee of college community stakeholders, with the Council chairing, was created to consider ways of promoting and celebrating this provincial landmark.

In December the Council made its usual presentation to the Legislative Committee on Finance as part of pre-budget consultation. This year, however, we invited the Council of Presidents and the Council of Governors to share the time of our presentation, a collaborative gesture we hope to continue.



Au cours de la dernière année, le ministère ontarien des Collège et Universités a parrainé une initiative visant à améliorer la sécurité des personnes dans les collèges et les universités. De plus, le ministère en collaboration avec la Direction générale de la condition féminine de l'Ontario a initié des projets sur le viol dans les fréquentations et du viol par une connaissance, la violence contre l'épouse et l'accès restreint des femmes aux programmes de génie. À la lumière des inquiétudes persistantes entourant ces questions, le ministre des Collèges et Universités Richard Allen a demandé au COAC de le conseiller sur le harcèlement sexuel dans les collèges. Le COAC a répondu à sa demande en convoquant en juillet 1991 les 14 membres du Groupe de travail sur le harcèlement.

Le COAC a demandé aux membres du Groupe de travail d'enquêter sur le statut des politiques, des incidents et des initiatives sur le harcèlement dans les collèges ontariens et dans d'autres territoires de compétence. Il a également demandé que le Groupe lui formule des recommandations en fonction de ses constatations.

Pendant ses délibérations, le Groupe a découvert que le harcèlement sexuel est étroitement lié et souvent associé à d'autres formes de harcèlement et de discrimination et qu'il était fréquemment relié à la sécurité des personnes. Le contexte de l'enquête du Groupe de travail a par conséquent été élargi.

*Le Rapport sur le harcèlement et la discrimination dans les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario* a été présenté au ministre en mai 1992 après que l'on ait diffusé un document de travail au sein du réseau et parmi les groupes extérieurs en vue d'obtenir une réponse de leur part. En général, on a approuvé l'idée que le ministre propose une solide orientation en vue d'élaborer des normes à l'échelon du réseau pour déterminer une politique et une marche à suivre en matière de harcèlement et de discrimination. Le texte principal du rapport comprend cinq sections : déterminer les paramètres, prévenir les incidents, traiter les infractions, évaluer les progrès et le processus et favoriser les mécanismes.

La composition du Groupe de travail sur le harcèlement était diversifiée; on y trouvait des membres du COAC, des associations étudiantes, du personnel scolaire et de soutien membre du SEFPO, de l'administration des collèges et d'autres personnes qui ont été choisies en fonction de leur connaissance du domaine du harcèlement et de leur engagement envers cette question. Le COAC tient à remercier chaque membre du Groupe de travail sur le harcèlement pour leur travail inestimable sur cette question importante et complexe et, tout spécialement, les membres du COAC : Louise Gauthier, Val McGregor et Maryline White, qui a présidé ce comité.

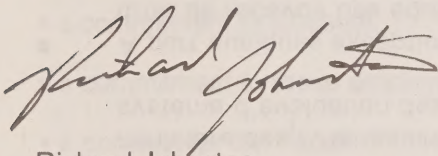


The Council has been invited to participate in the development of the Ontario Training Adjustment Board (OTAB), a body created to coordinate the province's training initiatives in collaboration with the Federal government. The Council holds one of three college seats on the Interim Education/Training Steering Committee.

In terms of internal organization and process, 1991-92 was the year the Council adapted its own appointment process to mirror that which it demands of individual boards; expanded the role of the Francophone Affairs Committee; and created an Executive Committee.

Council met eleven times during the period of September 1, 1991 to August 31, 1992.

In this first year as chair, I have been able to visit each of the twenty-three colleges at least once, and have met with the Council of Governors (COG), the Council of Presidents (COP), administrators, OPSEU leadership and student leaders centrally and/or in regional meetings. It has been very impressive to be greeted with such positive attitudes, in every quarter, to the challenges we face as a system.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Richard Johnston', with a stylized, flowing script.

Richard Johnston

Bien que quelques réponses présentaient des commentaires modérés à l'endroit de la proposition, la plupart faisaient preuve d'un enthousiasme considérable envers l'expansion du PRA dans les collèges ontariens. La proposition du document de travail a suscité une discussion soutenue et a permis de formuler de nombreuses propositions pour l'élaboration de mécanismes et d'une politique globale en matière de reconnaissance des acquis dans les collèges de l'Ontario.

En juillet, le Comité a remis son rapport final au ministre. En plus des conseils au ministre, on y trouvait des recommandations relatives aux méthodes d'évaluation des acquis, à la politique scolaire, à l'établissement d'un Groupe consultatif et de coordination du PRA et au financement du PRA. Voici quelques-unes des recommandations :

- Au cours des trois premières années, le PRA devrait se concentrer sur la préparation du portfolio et sur les épreuves.
- D'ici septembre 1994, la moitié des cours dispensés dans chaque collège et relevant d'une vaste gamme de programmes devrait être admissibles aux épreuves. Ensuite, le Groupe du PRA devrait formuler d'autres recommandations.

- Pour les personnes provenant d'autres territoires de compétence, le ministère des Affaires civiles devrait assumer la responsabilité de créer un système d'évaluation des diplômes.

- À part quelques exceptions, les apprenantes et apprenants devraient avoir le droit de recevoir des équivalences pouvant représenter jusqu'à 75 pour 100 des crédits d'un diplôme donné.

- Le personnel du PRA des collèges devrait suivre un programme de formation approuvé avant de s'engager dans le PRA.

- La composition du Groupe du PRA devrait être diversifiée et revue trois ans après sa création. Le Groupe devrait élaborer un plan triennal à revoir annuellement. Enfin, le Groupe devrait comprendre quatre membres représentant la communauté francophone.

- Les apprenantes et apprenants participant au PRA devraient assumer environ 25 pour 100 des coûts de fonctionnement du PRA.

Il faut remercier les membres du Comité qui, en très peu de temps, ont pu s'entendre sur les recommandations à inclure dans le rapport. On souligne ici le travail ardu, l'engagement et l'esprit de collaboration des membres tout au long du processus. Les membres du Comité du PRA ont également exprimé leur intérêt envers les possibilités offertes par le PRA dans le réseau collégial et ont senti que leurs recommandations contribueront à créer les fondements du réseau collégial décrit dans le rapport *Vision 2000*.



---

## 2. Mission Statement

During the fall of 1987, the Council of Regents developed the following mission statement, which involves the major stakeholders of the college system: board chairs, presidents, administrators, student groups, and the Ontario Public Service Employees Union (OPSEU).

### Mission

#### *The Council's Values and Beliefs*

The Council of Regents' primary role is to provide informed policy advice, for consideration by the Minister of Colleges and Universities, that will promote and encourage the well-being and effectiveness of Ontario's system of colleges of applied arts and technology.

Through vigorous, timely, and well-researched policy, the Council's work will be guided by the following values and beliefs:

- a commitment to students;
- a commitment to those employed in the college system;
- a concern for the needs of those who employ college graduates;
- accountability to the people of Ontario;
- a sensitivity to the future and the social, cultural, economic, and educational contributions and opportunities that can be created by a far-sighted, dynamic, and flexible college system;
- a need for the Council to act as an effective catalyst for meaningful change and innovation in the college system;
- a recognition of the colleges as instruments of public policy;
- a recognition that while committed, co-operative leadership is necessary for the achievement of system goals, individual college initiative, creativity and innovation must also be respected and fostered.

## Programme de reconnaissance des acquis (PRA)

Le Comité consultatif du PRA se compose de Trevor Wilson, membre du COAC, et du président du COAC Richard Johnston, qui présidait également le Comité. La représentation au Comité était diversifiée : organismes de l'intérieur et de l'extérieur du réseau collégial, ainsi que des membres, hommes et femmes, de divers groupes linguistiques, culturels et géographiques.

La reconnaissance des acquis se fonde sur le principe qu'un bon nombre d'adultes acquièrent des compétences et des connaissances par le biais d'expérience de travail, d'activités communautaires, de travail bénévole et d'études hors du collège et indépendantes. Le PRA évalue l'apprentissage et le relie aux cours et aux programmes offerts dans les établissements d'enseignement. Grâce au PRA, les candidates et candidats adultes qui peuvent montrer qu'ils ont atteint les objectifs d'un cours donné peuvent avoir droit aux crédits collégiaux.

Le fait de reconnaître l'apprentissage de niveau collégial fait par des adultes à l'extérieur du réseau collégial ontarien permet d'atteindre au moins trois objectifs. D'abord, elle enrichit nos collèges en les rendant plus accessibles à une vaste gamme d'apprenantes et d'apprenants. Ensuite, elle encourage les apprenantes et apprenants adultes à poursuivre leur éducation et leur formation, lesquelles amélioreront leurs possibilités de carrière et les aideront à devenir plus productifs et à participer plus activement à la collectivité. Enfin, le PRA peut augmenter l'efficacité des collèges en éliminant le besoin de rattrapage qui s'avère coûteux et inutile.

L'automne et l'hiver derniers, le Comité consultatif du PRA a étudié les besoins des apprenantes et apprenants adultes, examiné les programmes de reconnaissance des acquis d'autres territoires de compétence et étudié les PRA existants dans les collèges de l'Ontario. En plus de cette recherche, le Comité a consulté les principaux groupes intéressés tant au sein du réseau collégial qu'à l'extérieur de celui-ci et a aidé le ministre à choisir un certain nombre de projets pilotes dans le domaine de la reconnaissance des acquis.

En avril 1992, le Comité a distribué plus de 2 300 copies de son document de travail sur la reconnaissance des acquis aux 23 collèges et aux 263 organismes externes. Le document disait pourquoi le PRA était devenu une priorité pour nos collèges et soulevait les questions qui entoureront son élaboration. Ce document a proposé une orientation pour aborder certaines de ces questions et a demandé les commentaires de ces personnes.

En mai et juin, des réunions ont eu lieu pour discuter du document avec des personnes représentant chaque collège, des membres du corps professoral, des ministères et des organismes gouvernementaux, de même que des groupes externes comme les groupes communautaires, les entreprises, les syndicats, les associations professionnelles et les organismes de réglementation. Nous avons reçu plus de 70 réponses dont environ la moitié provenait du réseau collégial et l'autre moitié de personnes et groupes de l'extérieur.



---

## *The Council's Approach to its Work*

Recognizing the need for vigorous, long-term planning and continual review and renewal of the mandate of Ontario's colleges, the Council's work will be shaped by:

- a consultative and accessible approach, working collaboratively with boards of governors, college presidents, and the Association of Colleges of Applied Arts and Technology of Ontario, seeking broad input from other representatives of those who work and learn in the colleges;
- the development of a broad strategic understanding of major economic, social, cultural and educational issues facing Ontario, and of the problems and opportunities they present to the colleges;
- the development and maintenance of effective linkages with the school system and universities of Ontario;
- the evaluation of Ontario education issues in light of the experiences of other jurisdictions, both in and outside of Canada; and
- the re-evaluation of the Council's policy recommendations and its processes as required by changing social and economic circumstances.

In accomplishing its work the Council will collaborate on a regular basis with the Minister to update annual policy priorities.

## *Other Statutory Activities*

The Council has legislative authority to appoint governors to the local college boards. It has a further responsibility to provide support to the Ministry of Colleges and Universities and the Association of Colleges of Applied Arts and Technology in the area of orientation and development of individual boards.

In the area of human resource management, the Council is responsible for making recommendations to the Minister of Colleges and Universities regarding the salaries of administrative staff.

At this time, the Council is responsible for negotiating collective agreements with support and academic staff who are members of OPSEU. These responsibilities remain with Council pending legislation regarding the formation of an employers' association (Bill 23, 1st reading May 27, 1992).

The Council is also responsible, through agreement with the college boards in 1973, for sponsorship of the system's pension plan.

The Council assumes other ad hoc responsibilities as assigned by the Minister of Colleges and Universities.

Le Conseil d'établissement a tenu sa première réunion le 4 novembre 1991 et au cours des six réunions subséquentes a étudié une variété de documents, notamment ceux préparés pour le comité consultatif du COAC et ceux préparés par le secrétariat du conseil d'administration. Le Conseil d'établissement a discuté des questions clés relatives au mandat et aux fonctions du CNAFC, de la formation générale et des aptitudes générales, des normes des programmes et de l'examen des programmes; il a même publié un document de travail en mars 1992 qui a été distribué aux collèges et aux groupes extérieurs en vue d'obtenir leur point de vue.

Le Conseil d'établissement a principalement utilisé deux moyens pour prendre connaissance des réactions au document de travail. D'une part, un forum de trois heures avec l'un des co-présidents du Conseil d'établissement a eu lieu dans chacun des 23 collèges en avril et au début de mai. Lors de ces réunions, des personnes du collège ont parlé directement des questions soulevées dans le document. De 25 à 125 personnes étaient présentes à chaque réunion pour un total de 1 800 personnes. D'autre part, le Conseil a invité les personnes et groupes intéressés, tant des collèges que de l'extérieur, à présenter des réponses par écrit. Environ 200 réponses ont été reçues, dont les trois quarts provenaient de personnes ou de groupes des collèges et le reste, de l'extérieur. De plus, par le biais de réunions informelles, le Conseil d'établissement a voulu prendre connaissance des réactions d'une variété de groupes extérieurs, notamment de ceux qui sont responsables de l'agrément de certains programmes collégiaux. Le Conseil d'établissement a étudié ces réponses pendant trois réunions qui se sont tenues en juin et au début de juillet.

En outre, le Conseil d'établissement a créé un sous-comité pour recommander l'affectation de fonds à une variété de projets pilotes dans le domaine de l'élaboration de normes pour les programmes. Ces projets ont commencé au printemps de 1992 et devraient faire l'objet de rapports dans environ 15 mois; ces rapports porteront sur les méthodes utilisées pour élaborer des résultats d'apprentissage pour les programmes et présenteront des recommandations relatives aux résultats en matières d'aptitudes professionnelles que les apprenantes et apprenants devraient obtenir dans leurs programmes.

Le Conseil d'établissement s'est inspiré de l'analyse et de la discussion entourant les réponses à son document de travail pour préparer son rapport final qu'il a remis au ministre en juillet 1992. Le rapport présente des recommandations touchant au mandat du CNAFC, à la formation générale, aux aptitudes générales, aux résultats en matière d'aptitudes professionnelles, à l'examen des programmes, à la structure et aux membres d'un Conseil d'établissement et de ses organismes connexes; le rapport fournit aussi des estimations relatives aux coûts possibles de la première des cinq années du fonctionnement du CNAFC.

Le COAC tient à remercier tout particulièrement les membres du Conseil d'établissement du CNAFC pour leur dévouement extraordinaire envers cette initiative pendant la dernière année.



---

### 3. The Council's Membership

In 1991 the Council collectively became involved in the nomination of candidates for membership through a process that parallels the one it uses to appoint local college boards as outlined in the Council's Model for Appointment of Local College Governors. Membership numbers between sixteen and a complement of eighteen to provide appropriate representation and participation. A search committee of Council members seeks candidates by contacting provincial organizations that might relate to areas of priority established by the Council to provide a balanced representation of skill, region, gender, language and cultural background that reflects the makeup of Ontario's population. Names of candidates are forwarded, through the Minister, to the Public Appointments Office of Cabinet on the basis of number of vacant seats plus two, and Cabinet selects its choices. Candidates may be asked to appear before the Public Appointments Committee of the Legislature for personal interview. The persons selected for membership on the Council are appointed by the Lieutenant Governor through an order in council.

As part of its protocol for board appointments, the Council agreed to recommend the appointment of a minimum of four Francophone members in order that a vibrant sub-committee could exist and work, in French, on issues effecting the growing French-speaking presence in the college system.

The Council meets monthly ten times a year. Members participate on one or more of the Council's Standing Committees; Francophone Affairs Committee, Governance Committee; Staff Affairs/Human Resources Committee and Executive Committee (In August 1992, the Council's Staff Affairs Committee was renamed the Human Resources Committee). Each of the Standing Committees and the Council in whole meet at each monthly meeting.

In addition to participation on standing committees, members serve as liaison team members to each of the colleges to enhance communication with boards of governors around governance and other system-wide issues.

In addition, the Council's members represent the interests of the colleges in numerous other provincial committees and initiatives.

The following members served the Council of Regents during the period September 1, 1991 to August 31, 1992.

#### Claire-Lucie Brunet

Claire-Lucie Brunet is a health professional, originally from northern Ontario, who returned to the north to practice in an Ignace community health centre. She has a background in government administration with the Ministry of Health, has worked as a family practitioner in northern Ontario and in Toronto, and has served on several boards and committees. Dr. Brunet also provides a Franco-Ontarian perspective to Council. She is a member of the Francophone Affairs Committee.

Après la publication du document *Vision 2000 : Qualité et possibilités*, un examen important du mandat du réseau collégial ontarien commandé en 1988 par la ministre de l'Éducation Lyn McLeod, le COAC a commencé à étudier son rôle dans la mise en oeuvre de deux recommandations clés du rapport : le Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux (CNAPC) et le Programme de reconnaissance des acquis (PRA). Le CNAPC fixerait des normes pour l'ensemble des programmes collégiaux et se chargerait de l'examen et de l'agrément des programmes pour s'assurer de l'uniformité de la qualité partout en province. Il permettrait aussi aux employeurs et aux étudiants de mieux évaluer les avantages des programmes collégiaux et faciliterait la reconnaissance des crédits. Le PRA créerait un système pour évaluer les acquis et l'expérience en vue d'accorder des crédits collégiaux. Les deux recommandations ont une incidence considérable sur l'amélioration de la qualité et de l'accessibilité au sein du réseau et ont été adoptées sans hésitation par le personnel et les employeurs des collèges, de même que par les collectivités qu'ils servent.

Après avoir obtenu l'appui du gouvernement en septembre 1990 et reçu des fonds dans le budget provincial de 1991, le COAC a présenté des propositions au ministre des Collèges et Universités lui recommandant la création du Conseil d'établissement du CNAPC et du Comité consultatif du PRA.

À l'automne 1991, les deux groupes ont commencé à élaborer une stratégie permettant la mise sur pied du CNAPC et du PRA.

### Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux (CNAPC)

Le Conseil d'établissement du CNAPC était co-présidé par le sous-ministre Bernard Shapiro et par le président du COAC et se composait de personnes représentant les principaux groupes intéressés. Le financement de cette initiative provoyait aussi des montants pour les projets pilotes visant l'élaboration de normes provinciales basées sur les résultats.

En plus des coprésidents, le Conseil d'établissement du CNAPC comprenait des personnes représentant le SEFPO, le Conseil des présidentes et des présidents, le Conseil des présidentes et des présidents de conseil d'administration, le personnel enseignant, le ministère des Collèges et Universités, le COAC, ainsi que deux membres de l'extérieur du réseau collégial. Le Conseil d'établissement était appuyé par un secrétariat de quatre personnes provenant du COAC, du ministère des Collèges et Universités et par une personne en détachement qui s'occuperait d'administration.



---

## Jacqueline Fraser

Jacqueline Fraser, who holds an M.Ed. and a B.A. from the University of Ottawa and a specialist degree in physical education, is a school teacher with experience at the elementary, secondary and university levels. She has been involved in a wide range of community and sports activities, one of which is coaching inter-scholastic competitive teams for the past 28 years. She was a member and chair of the St. Lawrence College St. Laurent board of governors, and president of her regional school athletics association. Ms. Fraser resides in Alexandria. She acted as chair of the Francophone Affairs Committee and is a member of the Governance Committee.

## Louise Gauthier

Louise Gauthier, who resides in Timmins, is a lawyer practicing with the firm of Racicot, Bonney, Aube and Gauthier. Her extensive service to her community has included terms as a member and vice-chair of the Northern College board of governors and as a director of the Kapuskasing and District Association of the Mentally Retarded, and involvement in the United Way. Ms. Gauthier is a member of the *Association des juristes d'expression française de l'Ontario*, Canadian Bar Association, and the Cochrane Law Association. She vice-chairs the Council, is a member of the Francophone Affairs Committee and participates on the Harassment Task Force.

## W. James Griffis

Jim Griffis, a lifelong resident of Thunder Bay, has been involved with education at all levels for many years. Mr. Griffis was the business administrator and secretary treasurer for the Port Arthur Board of Education for 25 years and the superintendent of business for the Lakehead Board of Education for five years. As well, his community involvement has included serving as a school trustee, participating in the Thunder Bay District Housing Authority, Ontario Association of Housing Authorities, Ontario Association of Business School Officials, Ontario Association of Children's Aid Societies, and a member of the Advisory Committee (L.A.M.R.) for the W. J. Griffis Development Centre. He was a member of the Staff Affairs Committee.

## Ted Hargreaves

Ted Hargreaves is an accountant from the north-eastern region of the Province. His connections in North Bay are exemplary, ranging from the local hospital board, to service club work, to soup kitchen support. In addition, he is a graduate of the college system. Mr. Hargreaves serves on the Staff Affairs/Human Resources Committee of the Council.

## Négociation avec le personnel scolaire

Après 18 mois de négociation collective, nous attendons la signature d'un protocole d'entente provisoire avec l'unité de négociation collective du personnel scolaire. Le protocole est valable pendant trois ans, soit de septembre 1991 à août 1994. Le point principal de cette entente concerne l'engagement de toutes les parties envers la création d'un groupe de travail pour étudier le fonctionnement du réseau collégial afin de garantir la prestation d'une éducation de qualité dans le cadre de contraintes financières.

## Négociation avec le personnel de soutien

En novembre 1991, on a signé une convention collective d'un an (du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992) avec l'unité de négociation collective du personnel de soutien. Le COAC a reçu un avis de négociation pour l'année prochaine en janvier 1992. Le 15 mai 1992, les parties ont échangé leur proposition initiale et prévu 17 jours de négociation jusqu'à la fin du mois d'août.

## Personnel administratif

Cette année, le COAC a créé le Comité consultatif du personnel administratif (CCPA) pour favoriser la discussion concernant les conditions d'emploi des administratrices et des administrateurs des collèges. Auparavant, il n'existait aucun forum permettant la communication avec le personnel administratif.

## Équité salariale

Les négociations relatives au plan d'équité salariale pour le personnel de soutien à plein temps se sont poursuivies tout au long de l'année. Le personnel scolaire a terminé avec succès sa négociation relative au plan d'équité salariale pour les membres du personnel scolaire des collèges.



---

## Richard Johnston

Richard Johnston, was formally the MPP for Scarborough West from 1979 to 1990, and was NDP critic for colleges and universities and education during the last three years. As an MPP, he served on many select committees, including one on education. He was involved in a three-year revision of NDP education policy, which was approved at the party convention in March, 1991. When he retired from politics, Mr. Johnston served as a special advisor to the Minister of Municipal Affairs on the Toronto Islands and headed a legislative visit to Nicaragua in 1987 and a government delegation to the Baltics in 1991.

Before his election, Mr. Johnston was a university administrator at Trent University, a federal civil servant, a political organizer and was the founding director of Community Care services to the elderly in Durham Region.

## Sandy Lockhart

Sandy Lockhart is a professor with Trent University and is from the central-eastern region of the Province. He has had extensive involvement with aboriginal issues and provincial policy development. In addition, Dr. Lockhart is a graduate of both the college system and the university system. He represents the Council on the Task Force on Advanced Training and is a member of the Governance Committee.

## Bev Marshman

Bev Marshman is a professor in the Department of Applied Mathematics at the University of Waterloo. Dr. Marshman's strongest interest is in teaching and learning innovations; she serves on the university's Advisory Council on Academic Human Resources. She is from the south-western region of the Province. Dr. Marshman is the chair of the Governance Committee.

## Val McGregor

Val McGregor is a member of the Pottawatamie-Odawa nation. She is currently the principal of Heron Bay School in Northern Ontario. Ms. McGregor has several years of experience in the field of education. She is also actively involved in the Aboriginal community. She was a member of the Harassment Task Force and sits on the Aboriginal Education Council.

## Robert Millaire

Robert Millaire is from the eastern region of the Province and is an executive assistant to the Franco-Ontarian Teachers Association. Mr. Millaire became the Chair of the Francophone Affairs Committee of Council following Ms. Fraser.

## 7. Négociation collective et gestion des ressources humaines

Le Secrétariat des ressources humaines du Conseil ontarien des affaires collégiales (COAC) :

- fournit des services de secrétariat complets au COAC pour l'ensemble des fonctions touchant aux relations patronales-syndicales, notamment aux conditions d'emploi du personnel syndiqué et non syndiqué des collèges et ce, par le biais du Comité des ressources humaines et du Comité directeur sur la gestion des ressources humaines (avant août 1992 connu sous le nom de Comité des affaires du personnel) du COAC;

- donne son avis lors de l'élaboration des politiques et programmes gouvernementaux qui peuvent avoir une incidence dans les collèges sur les plans des ressources humaines et de la main-d'œuvre (équité salariale, équité en matière d'emploi, réforme du régime de retraite).

Une des fonctions principales du Secrétariat des ressources humaines du COAC porte sur la négociation collective avec le personnel syndiqué des collèges ontariens. Les collèges communautaires de l'Ontario comptent plus de 17 000 personnes travaillant à plein temps dont presque 90 pour 100 se retrouvent au sein du personnel scolaire et de soutien syndiqué.

Le COAC est le mandataire des collèges, tous des employeurs distincts, pendant les négociations avec les deux unités de négociation pertinentes du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO), soit la division du personnel scolaire des CAAT et la division du personnel de soutien des CAAT. Des équipes de négociation distinctes sont créées pour négocier avec les personnes représentant ces deux divisions. Ces équipes se composent de personnes représentant les collèges ainsi que de membres du Secrétariat. La négociation collective est régie par la *Loi sur la négociation collective dans les collèges*.

Le COAC formule également des recommandations à l'intention du ministre des Collèges et Universités concernant le salaire du personnel administratif.

Grâce à une entente conclue en 1973 avec les conseils d'administration des collèges, le COAC est aussi responsable du parrainage du régime de retraite du réseau collégial, un des plus importants au Canada.

Voici quelles ont été les principales activités du COAC dans ce domaine du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992.



---

## Penny Moss

Penny Moss received her B.Sc. (Hon.) from Nottingham University in England and was a lecturer in applied biology at a technical college. Ms. Moss is executive director of the Ontario Public School Boards Association. Her well-known community involvement includes terms as a school trustee and chair of the Toronto Board of Education and membership in the Toronto Board of Health, Learnxs Foundation, the Association of Large School Boards in Ontario, and numerous provincial advisory committees concerning education. Ms. Moss is a resident of Toronto. She was a member of the Governance Committee and has acted as vice-chair of the Council. She is also a member of the CSAC Establishment Board.

## Joseph Ng

Joe Ng is a social worker from the central region of the Province. He has been very involved in his community, including the Federation of Chinese Canadians in Scarborough, the Scarborough Mayor's Task Force on Race Relations and the Association of Chinese Social Service Workers of Metro Toronto. Mr. Ng is a member of the Governance Committee.

## Harry Picken

Harry Picken has had a varied career as an engineer in the field of aviation. Mr. Picken is also a professional pianist and organist and has recorded two albums. He has served on the Technology Advisory Board and the Board of Niagara College. Mr. Picken resides in the southern region of the Province. He is a member of the Staff Affairs/Human Resources Committee.

## Wesley Romulus

Wesley Romulus is a native of Haiti, who has a background in teaching and administration of a national youth service. He is currently director of the *Centre médico-social communautaire*, a French-language community centre which provides health and social services to Francophones in Toronto. Mr. Romulus resides in the central region of the Province. He is a member of the Francophone Affairs Committee and Staff Affairs/Human Resources Committee.

## Pat Salituri

Pat Salituri holds an associate degree in electronics engineering technology from the Western Ontario Institute of Technology, now St. Clair College. Mr. Salituri has been employed in a number of senior management positions within Algoma Steel in Sault Ste. Marie. He is a past chair and member of the Sault College board of governors. Mr. Salituri resides in the north-eastern region of the Province. He is a member of the Staff Affairs/Human Resources Committee and serves on its Pension Consultative Committee.

Le Comité de la gestion a également examiné sa politique concernant le nombre de candidates et candidats requis pour combler une vacance au sein d'un conseil d'administration. Selon la politique actuelle, les conseils d'administration doivent proposer deux candidatures de plus que le nombre de vacances à combler. La politique a été modifiée de sorte que les conseils d'administration doivent maintenant proposer deux candidatures de plus que le nombre de vacances à combler, sauf lorsqu'il n'y a qu'une vacance à combler auquel cas une seule candidature supplémentaire suffit.

Pendant l'année, le Conseil a tenu trois réunions régionales pour permettre aux membres des conseils d'administration et aux représentants et représentants des clientèles des collèges de rencontrer les membres du COAC et de leur faire part de leurs commentaires au sujet de la gestion. Les réunions ont eu lieu le 21 novembre 1992 au collège Algonquin à Ottawa, le 23 janvier 1992 au collège Humber à Etobicoke et le 9 mai 1992 au collège Canadore à North Bay. La tenue de ces réunions a été très bien reçue.



---

## James L. Turk

Jim Turk is the director of education with the Ontario Federation of Labour. Dr. Turk's community service includes involvement with the Ontario Ministry of Education, Learning Programs Advisory Council, Provincial Advisory Committee on Evaluation Policies and Practices, Labour College of Canada, Curriculum Development Advisory Committee, Canadian Labour Congress, National Educational Advisory Committee, Labour Council of Metropolitan Toronto - Education and Skills Training Centre Advisory Committee and he has served as director of the labour studies program, University College, University of Toronto. Dr. Turk resides in the central region of the Province. He was acting chair of the Council prior to the appointment of Richard Johnston. He is a member of the Governance Committee and served on the CSAC Establishment Board.

## Marilyne White

Marilyne White is a service representative for the Airline Division of the Canadian Union of Public Employees. Ms. White is currently the Vice Chair of the Council of Regents and is a past board member of Humber College board of governors. Ms. White is active in a number of women's organizations. She resides in the central region of the Province. She headed the Council's Harassment Task Force and is a member of the Staff Affairs/Human Resources Committee.

## Trevor Wilson

Trevor Wilson has a Masters of Political Economy degree and certificate in industrial relations from the University of Toronto. Mr. Wilson has been highly active in community affairs, and his activities have included involvement with the City of Toronto's Committee on Community and Race Relations and the Black Youth Leadership Development Group. Mr. Wilson is President of Priority Management Consult Group. He served on the Prior Learning Assessment Advisory Committee and is a member of the Staff Affairs/Human Resources Committee.

## Kathryn Woodcock

Ms. Woodcock is a professional engineer, a full member of the Human Factors Association of Canada and the Human Factors and Ergonomics Society. Ms. Woodcock's vast experience has been at the executive level of hospital administration. She has been active in the Association of Late-Deafened Adults, is now on the Board, and was instrumental in the founding of the Canadian Deafened Persons Association. Ms. Woodcock was the first deaf president of the board of the Canadian Hearing Society and was recently elected to the Board of the National Captioning Institute. She is a member of the Governance Committee.

Le Conseil ontarien des affaires collégiales est habilité à nommer aux conseils d'administration des collèges de l'Ontario des personnes qualifiées représentant la population et à reconduire leur mandat, le cas échéant. Le processus de nomination et de sélection est fonction du protocole annuel préparé par chaque conseil d'administration dans lequel celui-ci énonce ses besoins et objectifs à long terme. Les membres doivent posséder des compétences qui aideront réellement le collège à atteindre ses objectifs; ils doivent être représentatifs de la collectivité et y être actifs. Le Conseil nomme les membres des conseils d'administration ou reconduit leur mandat d'après les recommandations du Comité de la gestion, et du Comité des affaires francophones dans les cas des membres francophones.

Les membres des conseils d'administration sont nommés pour un mandat de trois ans qui peut être reconduit pour une autre période de trois ans. Chaque conseil d'administration compte seize membres, dont douze sont externes et quatre sont internes, c'est-à-dire élus par les groupes au sein du collège (personnel administratif, scolaire et de soutien ainsi que les étudiantes et étudiants). La présidente ou le président du collège, du fait de son mandat, est le dix-septième membre du conseil d'administration.

Pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992, les mandats des membres des conseils d'administration, qui correspondaient auparavant à l'année civile, ont été modifiés pour coïncider avec l'année scolaire. Par conséquent, le Comité s'est penché sur les nominations et les reconductions à l'automne et au printemps dans le cas des membres dont le mandat entrait en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992 et le 1<sup>er</sup> septembre 1992 respectivement. Le Comité de la gestion a par la suite recommandé au Conseil la nomination de 82 administratrices et administrateurs et la reconduction du mandat de 65 membres.

En plus de s'occuper de la nomination des membres des conseils d'administration et de la reconduction de leur mandat, le Comité a cherché à faire en sorte que la population générale soit représentée au sein de chaque conseil d'administration. Le Comité a entamé ce travail en septembre 1991, et a obtenu copie d'une analyse démographique de Statistique Canada pour connaître la clientèle de chaque collège. Le Comité a examiné comment ces renseignements pouvaient être utiles pour former les conseils d'administration. À la réunion de juin, le Conseil a décidé que la seule façon d'obtenir des renseignements au sujet de la représentativité des conseils était de demander aux membres de s'auto-identifier comme faisant partie d'un groupe communautaire. À cette fin, le personnel du Conseil a préparé un formulaire d'auto-identification que le Conseil examinera à l'automne.



---

## STANDING COMMITTEE MEMBERSHIP

### **Staff Affairs/Human Resources Committee**

Mr. D. Light\*  
Ms. L. Gauthier  
Mr. T. Hargreaves  
Mr. W. Romulus  
Mr. P. Salituri  
Ms. M. White  
Mr. T. Wilson

### **Francophone Affairs Committee**

Dr. C.L. Brunet  
Ms. J. Fraser  
Ms. L. Gauthier  
Mr. R. Millaire  
Mr. W. Romulus

### **Governance Committee**

Dr. C.L. Brunet  
Ms. J. Fraser  
Ms. B. Marshman  
Ms. V. McGregor  
Mr. R. Millaire  
Ms. P. Moss  
Mr. J. Ng  
Mr. H. Picken  
Mr. J. Turk  
Ms. K. Woodcock

### **Executive Committee**

Ms. J. Fraser  
Ms. L. Gauthier  
Mr. R. Johnston  
Mr. D. Light\*  
Ms. B. Marshman  
Mr. J. Turk

\*Mr. Doug Light, past president of George Brown College, was non-voting chair of the Staff Affairs/Human Resources Committee in his role as human resources advisor to the chair of the Council.

5. Dépenses de fonctionnement

Conseil ontarien des affaires collégiales  
1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992

SALAIRES	603 500 \$
AVANTAGES SOCIAUX	58 185 \$
DÉPLACEMENTS	94 334 \$
SERVICES	229 382 \$
FOURNITURES ET MATÉRIEL	65 043 \$
TOTAL	1 050 444 \$

---

From September 1, 1991 to August 31, 1992, the Council's members participated in the following college initiatives:

ACFA - J. Fraser

COP/COPEX - R. Johnston

COG - R. Johnston

College Funding Review Committee - R. Johnston

Employer's Association Committee - J. Turk/D. Light

Harassment & Discrimination Task Force - M. White/V. McGregor/L. Gauthier

OTAB Reference Group - R. Johnston

Establishment Board for CSAC - J. Turk/P. Moss/R. Johnston

PLA Advisory Committee - T. Wilson/R. Johnston

Restructuring Committee - W. Romulus/R. Johnston

Pension Consultative Committee - P. Salituri

Aboriginal Education Council - V. McGregor

OTAB - Interim Education/Training Steering Committee - R. Johnston

OTAB - Mandate Setting Committee - R. Johnston

Human Resources Management Steering Committee - R. Johnston



des Canadiennes et Canadiens, et ce à tous les paliers, et à éliminer les obstacles qui empêchent les membres des minorités raciales et ethniques, les femmes et les personnes handicapées de percevoir le marché du travail. Avant son arrivée au Conseil, M<sup>me</sup> Grant travaillait au *Centre for Achievement* et aux écoles Orion.

**Ananda Kodikara**, analyste de politiques intermédiaire, détient deux maîtrises, l'une en politique de l'éducation de l'Université Charles de Prague et l'autre en planification de l'éducation de l'Université de Toronto. De plus, M. Kodikara détient un doctorat en sociologie de l'éducation de l'Université de Toronto. Avant de se joindre au Conseil, il a enseigné la sociologie à l'Université Trent de Peterborough pendant plusieurs années et a travaillé comme chercheur à l'Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario (UAPUO).

**Norm Rowen**, analyste de politiques, était chercheur au sein de l'équipe de travail 4 de l'étude *Vision 2000* qui a élaboré la proposition relative au CNAFC et a collaboré à la rédaction du rapport final de *Vision 2000*. Norm a siégé au secrétariat du Comité consultatif du COAC sur le CNAFC et au Conseil d'établissement du CNAFC. Avant son arrivée au Conseil au début de l'étude *Vision 2000*, Norm était agent de recherche principal à l'IEPO, ayant travaillé à plusieurs projets relatifs aux collèges. Il a été directeur de la recherche pour le Comité d'étude de la charge d'enseignement (rapport Skolnik, 1985).

**Hilroy Thomas**, analyste de politiques, possède un doctorat en éducation et psychologie de l'Université Harvard. Il a travaillé à l'étranger dans les domaines de l'enseignement, de la formation, de la recherche, de l'élaboration de programmes d'études et de l'éducation pour les personnes ayant des besoins particuliers. M. Thomas a toujours été très actif au sein des communautés noire et antillaise de Toronto et de Boston. Il a également siégé à de nombreux conseils d'organismes communautaires ainsi qu'à des comités relevant de divers conseils scolaires de la région de Toronto.

**Brian Wolfe**, chef de la politique et de la recherche, possède une maîtrise en économie et un doctorat en planification de l'éducation. Avant d'arriver au Conseil, M. Wolfe a travaillé au sein de la Direction des affaires collégiales du ministère des Collèges et Universités pendant sept ans. Pendant cette période, il a participé à plusieurs études portant sur la viabilité et les besoins financiers du réseau collégial et été personne-ressource auprès du personnel enseignant et du Conseil. Auparavant, M. Wolfe était au ministère du Travail, où il a participé à divers projets de recherche relatifs à l'éducation, à la formation professionnelle et à l'adaptation de la main-d'œuvre en Ontario. Il a aussi été expert-conseil indépendant dans ce domaine. Il a enseigné l'économie à plein temps à l'Institut polytechnique Ryerson pendant deux ans et enseigne maintenant des cours d'éducation permanente à l'Université de Toronto et à l'Université de Guelph.

---

## 4. The Council's Staff

The Council's work is assisted by a permanent secretariat and research staff, which is supplemented by secondments from the college system as required for special policy projects.

**Charmaine Cole**, Secretary to the Chair and secretary of the Francophone Affairs Committee, joined Council in January 1991 as Network Co-ordinator before assuming the responsibilities of Secretary to the Chair. Prior to coming to the Council, Ms. Cole worked with the Rent Review Hearings Board, the Ministry of Skills Development, and various private-sector corporations. She is currently working toward her Bachelor of Commerce at the University of Toronto.

**Julie Cravit**, Communications Coordinator for the Council, received her B.A. in English Literature from the University of Toronto. In her role at the Council, Ms. Cravit has responsibility for publishing Council documents such as the Annual Report, *CORrelations/COACheminer* and various Governance papers and also provides support to Council as required. Ms. Cravit coordinates the Premier's Awards for Graduates of Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology.

**Barbara Lidston**, Administrative Assistant to the Prior Learning Assessment staff, received her business administration diploma from Humber College. Ms. Lidston came to the Council in 1988, at the beginning of the Vision 2000 process. From there, she worked with the College Standards and Accreditation Council staff.

**Terry Pitre**, Executive Secretary to the Council and resource staff to the Governance Committee, received her business administration diploma from Seneca College. She has been a valuable resource person for the Council in her responsibilities for meetings and conference planning, board appointments, Governance and other administrative activities. Ms. Pitre's work experience is primarily with the Ontario government in public administration and communications.

**Simoni Grant** graduated from McMaster University with a B.A. in Economics. She has worked in the field of public- and community-based education both as a teacher and administrator. Over the past eight years, she has gained wide experience working with school boards and community-based agencies as an advocate for persons with special needs, schools' accountability and parental involvement in public education. She has a wide variety of experience in designing and delivering workshops in the areas of community education and counseling of adolescents, as well as research. Ms. Grant has provided leadership to community agencies and brings to the Council a strong commitment to making all levels of education accessible to all Canadians, while addressing barriers which exclude the full participation of racial and ethnic minorities, women, and the disabled from the workforce. Ms. Grant came to the Council from the Centre for Achievement and from Orion Schools.

#### 4. Personnel du Conseil

Le Conseil est doté d'un personnel permanent qui s'occupe de secrétariat et de recherche et dont certains membres sont détachés du réseau collégial pour travailler à des projets spéciaux.

**Charmaine Cole**, secrétaire du président et secrétaire du Comité des affaires francophones, est arrivée au Conseil en janvier 1991 en tant que coordonnatrice du réseau informatique avant de devenir secrétaire du président. Auparavant, Mme Cole a travaillé à la Commission de révision des loyers, au ministère de la Formation professionnelle et dans le secteur privé. Elle poursuit des études à l'Université de Toronto en vue d'obtenir son baccalauréat en commerce.

**Julie Cravit**, coordonnatrice des communications, détient un baccalauréat en littérature anglaise de l'Université de Toronto. Mme Cravit s'occupe des publications, notamment le rapport annuel, le bulletin *CORelations/COACheminer* et d'autres documents relatifs à la gestion, en plus de fournir des services de soutien au Conseil au besoin. Enfin, Mme Cravit coordonne les Prix du premier ministre décernés aux personnes diplômées des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario.

**Barbara Lidston**, adjointe administrative du personnel du Programme de reconnaissance des acquis, possède un diplôme en administration des affaires du collège Humber. Mme Lidston est arrivée au Conseil en 1988, au début de l'étude *Vision 2000*. Elle travaille maintenant avec le personnel du Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux.

**Terry Pitre**, secrétaire de direction du Conseil et personne-ressource auprès du Comité de la gestion, possède un diplôme en administration des affaires du collège Seneca. Elle s'est avérée un atout précieux pour le Conseil et s'occupe d'organiser les réunions et conférences, des nominations au Conseil, du dossier de la gestion et d'autres activités administratives. Mme Pitre a surtout acquis son expérience au gouvernement de l'Ontario, dans le domaine de l'administration publique et des communications.

**Simoni Grant** détient un baccalauréat en économie de l'Université McMaster. Elle a travaillé dans le domaine de l'éducation publique et communautaire en tant qu'enseignante et administratrice. Au cours des huit dernières années, elle a acquis une solide expérience de travail auprès des conseils scolaires et des organismes communautaires en tant que défenseure des personnes ayant des besoins particuliers, ainsi qu'au niveau de la responsabilité des écoles et de la participation des parents à l'éducation. Elle possède une vaste expérience en organisation et en prestation d'ateliers dans les domaines de l'éducation communautaire, des services de consultation aux jeunes ainsi que dans la recherche. Mme Grant a joué un rôle de premier plan auprès des organismes communautaires et tient fermement à rendre l'éducation accessible pour l'ensemble



---

**Ananda Kodikara**, Intermediate Policy Analyst, holds two M.A. degrees – one in educational policy from Charles University in Prague and the other in educational planning from the University of Toronto. In addition, Dr. Kodikara obtained his Ph.D. in sociology of education from the University of Toronto. Before joining COR, he taught sociology at Trent University in Peterborough for several years and worked as a researcher for the Ontario Confederation of University Faculty Association (OCUFA).

**Norm Rowen**, Policy Analyst, was the researcher for Study Team 4 of *Vision 2000*, which developed the proposal for CSAC, and assisted the Steering Committee on the final report of *Vision 2000*. Norm served on the secretariat for the Council Advisory Committee on CSAC and the CSAC Establishment Board. Prior to coming to the Council at the beginning of *Vision 2000*, Norm had been a senior research officer at OISE, working on several projects involving the colleges. He was research director for the Instructional Assignment Review Committee (Skolnik Report, 1985).

**Hilroy Thomas**, Policy Analyst, received his Ph.D. in education and psychology from Harvard University. He has worked internationally in teaching, training, research, curriculum development and special-needs education. Dr. Thomas has been very active in the black and West Indian community in both Toronto and Boston, Massachusetts. He has also served on numerous boards of community organizations as well as on committees with various boards of education in Toronto.

**Brian Wolfe**, Manager of Policy and Research, holds an M.A. in economics and a Ph.D. in educational planning. Dr. Wolfe, before joining the Council, worked in the College Affairs Branch of the Ministry of Colleges and Universities for seven years. While with the Branch, he participated in several studies concerning the financial health and needs of the college system and served as a resource person between the college teachers and the Council. Before working in the College Affairs Branch, Dr. Wolfe participated in various research projects involving education, skills training and labour-market adjustment in Ontario while at the Ministry of Labour and as a private consultant. He also taught economics full-time at Ryerson Polytechnical Institute for two years and now teaches in continuing education at the University of Toronto and the University of Guelph.

Du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992, les membres du Conseil ont participé aux initiatives collégiales suivantes :

CCAF - J. Fraser  
Conseil des présidentes et présidents / COPEX - R. Johnston  
Conseil des présidentes et présidents des conseils d'administration - R. Johnston  
Comité sur l'étude du financement collégial - R. Johnston  
Comité sur les associations d'employeurs - J. Turk / D. Light  
Groupe de travail sur le harcèlement et la discrimination - M. White / V. McGregor / L. Gauthier  
Groupe de travail sur le COFAM - R. Johnston  
Conseil d'établissement du CNAPC - J. Turk / P. Moss / R. Johnston  
Comité consultatif sur le PRA - T. Wilson / R. Johnston  
Comité sur la restructuration - W. Romulus / R. Johnston  
Comité consultatif sur le régime de retraite - P. Salturi  
Conseil autochtone de l'enseignement - V. McGregor  
COFAM - Comité directeur intermédiaire sur l'éducation et la formation - R. Johnston  
COFAM - Comité sur l'établissement du mandat - R. Johnston  
Comité directeur sur la gestion des ressources humaines - R. Johnston

---

## 5. Operating Expenditures

Ontario Council of Regents  
September 1, 1991-August 31, 1992

SALARIES	\$603,500
BENEFITS	\$ 58,185
TRAVEL	\$ 94,334
SERVICES	\$229,382
SUPPLIES & EQUIPMENT	\$ 65,043
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>\$1,050,444</b>



## MEMBRES DES COMITÉS PERMANENTS

### Comité des affaires du personnel / Comité des ressources humaines

M. D. Light\*  
Mme L. Gauthier  
M. T. Hargreaves  
M. W. Romulus  
M. P. Salituri  
Mme M. White  
M. T. Wilson

### Comité des affaires francophones

Dre C.L. Brunet  
Mme J. Fraser  
Mme L. Gauthier  
M. R. Millaire  
M. W. Romulus

### Comité de la gestion

Dre C.L. Brunet  
Mme J. Fraser  
Mme B. Marshman  
Mme V. McGregor  
M. R. Millaire  
Mme P. Moss  
M. J. Ng  
M. H. Picken  
M. J. Turk  
Mme K. Woodcock

### Comité de direction

Mme J. Fraser  
Mme L. Gauthier  
M. R. Johnston  
M. D. Light\*  
Mme B. Marshman  
M. J. Turk

\*M. Doug Light, ancien président du collège George Brown, était membre non votant du Comité des affaires du personnel / Comité des ressources humaines. Il jouait un rôle de conseiller en matière de ressources humaines auprès du président du Conseil.

---

## 6. Governance

The Ontario Council of Regents has the legislated responsibility for the appointment and reappointment of appropriately skilled and representative governors to the boards of Ontario's colleges. The process of nomination and selection is based on a protocol submitted annually by each board, outlining long-term needs and objectives; nominations should include persons whose qualifications will clearly assist the college in achieving specific goals, while at the same time providing balanced representation of, and strong links to, the community. The Council appoints and reappoints governors to college boards based on the recommendations of the Governance Committee and of the Francophone Affairs Committee for Francophone appointments.

College board members are appointed for one term of three years and are eligible for reappointment to a second three-year term. Each college board has sixteen members, twelve of whom are appointed from the external community and four of whom are elected by the college constituency groups (administration, academic and support staff and students) and appointed as internal members of the board. The college president, by virtue of office, is the seventeenth member of each board.

September 1, 1991, through August 31, 1992, was the year that terms of boards of governors changed from the calendar year to align with the academic year. Due to this change, the Committee reviewed appointments and reappointments in both the Fall and in the Spring, for board members whose terms were to commence January 1, 1992, and September 1, 1992, respectively. The Governance Committee subsequently recommended to Council the appointment of 82 governors and the reappointment of 65 governors.

In addition to the appointments and reappointments of the college boards of governors, the Committee continued to look in earnest at ways of ensuring broad community representation on each individual board. The Committee began this work, in September 1991, with a demographic analysis (obtained from Statistics Canada) of the catchment area for each college. The Committee discussed how this information could be applied to the boards of governors. At the June meeting, the Council decided that the only way to obtain data on the representative nature of boards was to ask individual members to self-identify the community groups to which they belong and in which they participate. Council staff developed a self-identification form for that purpose, to be considered by the Council in the Fall.

Trevor Wilson possède une maîtrise en économie politique et un certificat en relations industrielles de l'Université de Toronto. M. Wilson est extrêmement actif dans le secteur des affaires communautaires. Il a participé, entre autres, au Comité des relations communautaires et interraciales de la Ville de Toronto et au *Black Youth Leadership Development Group*. M. Wilson est président de *Priority Management Consult Group*. Il a siégé au Comité consultatif sur le Programme de reconnaissance des acquis et est membre du Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines.

### Kathryn Woodcock

M<sup>me</sup> Woodcock est ingénieure et membre de l'Association canadienne d'ergonomie et de la *Human Factors and Ergonomics Society*. M<sup>me</sup> Woodcock possède une vaste expérience comme cadre dans le domaine de l'administration des hôpitaux. Elle a été active au sein de l'*Association of Late-Deafened Adults*, siège maintenant au conseil d'administration de cette association et a joué un rôle déterminant dans la création de la *Canadian Deafened Persons Association*. M<sup>me</sup> Woodcock a été la première personne sourde à occuper la présidence du conseil d'administration de la Société canadienne de l'ouïe et vient d'être élue au conseil d'administration du *National Captioning Institute*. Elle est membre du Comité de la gestion.



---

The Governance Committee also reviewed its policy for the number of nominations required for each college board vacancy. The existing policy required boards to submit nominations equal to the number of vacant seats, plus two. The policy was revised to require each board to submit nominations equal to the number of vacant seats, plus two, with the exception of the occurrence of one vacancy, when only one additional nomination is required.

Throughout the year, three regional meetings were convened by the Council to give governors and representatives of college communities the opportunity to meet with Council members to express their concerns around governance issues. The meetings were well received and were held on November 21, 1991 (Algonquin College, Ottawa), January 23, 1992 (Humber College, Etobicoke) and May 9, 1992 (Canadore College, North Bay).

## Wesley Romulus

Natif d'Haïti, Wesley Romulus a déjà enseigné et administré un centre national de services aux jeunes. Il est actuellement directeur du Centre médico-social aux francophones de Toronto. Il siège au Comité des affaires francophones et au Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines. M. Romulus habite le centre de la province.

## Pat Salituri

Pat Salituri détient un diplôme en technologie du génie électronique du *Western Ontario Institute of Technology*, aujourd'hui appelé collège St. Clair. Il a occupé plusieurs postes de direction au sein des Aciers Algoma à Sault Ste-Marie. Il a été président et est maintenant membre du conseil d'administration du collège Sault. Il est membre du Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines et siège à son Comité consultatif sur le régime de retraite. M. Salituri habite le nord-est de l'Ontario.

## James L. Turk

Jim Turk est le directeur de l'éducation à la Fédération du travail de l'Ontario. Dans le cadre de ses activités communautaires, on le retrouve au Conseil consultatif sur les programmes d'enseignement et au comité consultatif provincial sur les politiques et les méthodes d'évaluation du ministère de l'Éducation de l'Ontario; au comité consultatif sur l'élaboration des programmes d'études du Collège canadien des travailleurs; au comité consultatif sur l'éducation nationale du Congrès du travail du Canada; au comité consultatif du centre d'éducation ouvrière du Conseil du travail du Grand Toronto; il a aussi été directeur du programme d'études syndicales au collège University de l'Université de Toronto. Il a été président intérimaire du Conseil avant la nomination de Richard Johnston. Il est membre du Comité de la gestion et a siégé au Conseil d'établissement du CNAPC. M. Turk habite le centre de l'Ontario.

## Marilayne White

Marilayne White est représentante auprès de la clientèle à la division des services aériens du Syndicat canadien de la fonction publique. Mme White est actuellement vice-présidente du Conseil ontarien des affaires collégiales et elle a déjà siégé au conseil d'administration du collège Humber. Elle est active au sein de nombreux organismes féminins. Elle a dirigé le Groupe de travail sur le harcèlement du COAC et siège au Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines. Mme White habite le centre de l'Ontario.

---

## 7. Collective Bargaining/Human Resources Management

The Human Resources Secretariat of the Council of Regents provides:

- Comprehensive secretariat services to the Council of Regents with respect to the full range of the Council's responsibilities for labour and employee relations matters, including the terms and conditions of employment for all unionized and non-unionized college employees through the Council of Regents' Human Resources Committee and the Human Resources Management Steering Committee (prior to August 1992, known as Staff Affairs).
- Input on government policy and program development which may have human resource and labour implications for the colleges (such as pay equity, employment equity, pension reform).

One of the primary functions of the Human Resources secretariat of the Council of Regents is collective bargaining with the unionized staff of Ontario's colleges. Of the over 17,000 full-time staff of Ontario's community colleges, the unionized academic and support staff make up almost 90% of the total.

The Council acts as an agent for the colleges, which are each separate employers, in negotiations with the two relevant bargaining units of the Ontario Public Service Employees Union (OPSEU) -- the CAAT Academic Division and the CAAT Support Staff Division. Separate bargaining teams are set up to negotiate with representatives from OPSEU Academic and OPSEU Support Staff. The teams include representatives from college management as well as members of the Secretariat. Collective bargaining is conducted under specific legislation known as the Colleges' Collective Bargaining Act.

The Council also makes recommendations to the Minister of Colleges and Universities regarding the salaries of administrative staff.

The Council, through agreement with the college boards in 1973, is also responsible for the sponsorship of the system's pension plan. It is one of the largest plans in Canada.

The major focus of the Council's activities in these areas during September 1, 1991 to August 31, 1992 were as follows:



## Vai McGregor

Vai McGregor est membre de la nation Pottawatamie-Odawa. Elle est actuellement directrice de l'école Heron Bay dans le Nord-Ontario. M<sup>me</sup> McGregor a plusieurs années d'expérience dans le domaine de l'éducation et est très active au sein de la communauté autochtone. Elle a été membre du Groupe de travail sur le harcèlement et siège au Conseil autochtone de l'enseignement.

## Robert Millaire

Originaire de l'est de la province, Robert Millaire est adjoint de direction à l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens. M. Millaire a succédé M<sup>me</sup> Fraser à la présidence du Comité des affaires francophones du Conseil.

## Penny Moss

Penny Moss a obtenu un baccalauréat spécialisé en sciences à l'Université de Nottingham en Angleterre puis a été chargée de cours en biologie appliquée dans un collège technique. Elle est directrice générale de l'Association des conseils des écoles publiques de l'Ontario. Son engagement bien connu au niveau communautaire l'a conduite à remplir les fonctions de conseillère scolaire et de présidente du Conseil de l'éducation de Toronto. Elle a aussi été membre du conseil de santé de Toronto, de la Fondation Learnx, de l'Association des grands conseils scolaires de l'Ontario et de plusieurs comités consultatifs provinciaux axés sur l'éducation. En outre, elle a siégé au Comité de la gestion et a été vice-présidente du Conseil ontarien des affaires collégiales. Enfin, elle est membre du Conseil d'établissement du CNAPC. M<sup>me</sup> Moss habite Toronto.

## Joseph Ng

Joe Ng est travailleur social dans la région du centre de la province. Il a toujours été très actif au niveau communautaire et a participé aux travaux de la *Federation of Chinese Canadians* de Scarborough, du Groupe de travail du maire de Scarborough sur les relations interraciales et de l'*Association of Chinese Social Service Workers* du Grand Toronto. M. Ng siège au Comité de la gestion.

## Harry Picken

Harry Picken a fait une belle carrière en tant qu'ingénieur en aéronautique. Planiste et organisateur professionnel, M. Picken a enregistré deux disques. Il a été membre du conseil consultatif sur la technologie et du conseil d'administration du collège Niagara. Il siège au Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines. M. Picken habite dans le sud de la province.

---

## **Academic Bargaining**

After eighteen months of collective bargaining, at this time we await ratification of a tentative Memorandum of Settlement for the Academic Bargaining Unit. The Memorandum covers a three-year period from September 1991 to August 1994. Highlighting that tentative agreement is the commitment of all parties to the creation of a task force to examine the operation of the college system to ensure that delivery of high quality education be carried out in a fiscally responsible manner.

## **Support Staff Bargaining**

A one year collective agreement with the Support Staff Bargaining Unit (September 1, 1991 to August 31, 1992) was ratified in November 1991. The Council received notice to bargain for the following year in January 1992. On May 15, 1992 the parties exchanged initial proposals and scheduled seventeen days of bargaining through to the end of August.

## **Administrative Staff**

During this year, the Council established the Administrative Staff Consultative Committee (ASCC) to facilitate discussion concerning college administrators' terms and conditions of employment. Prior to that time there was no forum for communication with administration staff.

## **Pay Equity**

Negotiations for the full-time Support Staff Pay Equity Plan continued throughout this year.

Academic Staff successfully completed negotiation of a Pay Equity Plan for academic employees of the colleges.

## Ted Hargreaves

Ted Hargreaves est comptable dans le nord-est de la province. Ses activités communautaires à North Bay sont admirables : il a fait partie du conseil d'administration de l'hôpital local, a travaillé au sein de clubs philanthropiques et a fait du bénévolat à la soupe populaire. M. Hargreaves est un diplômé du réseau collégial. Il est membre du Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines.

## Richard Johnston

Richard Johnston, député provincial de Scarborough ouest de 1979 à 1990, était le critique du NPD pour l'enseignement supérieur et l'éducation au cours des trois dernières années. À titre de député, il a siégé à de nombreux comités spéciaux, notamment celui sur l'éducation. Il a participé à une révision triennale de la politique du NPD en matière d'éducation qui a été approuvée au congrès de mars 1991 du parti. Lorsqu'il s'est retiré de la vie politique, M. Johnston est devenu conseiller spécial auprès du ministre des Affaires municipales sur la question des îles de Toronto, a dirigé une délégation provinciale au Nicaragua en 1987 et une délégation gouvernementale aux pays baltes en 1991.

Avant d'être élu député, M. Johnston avait été administrateur à l'Université Trent, fonctionnaire au gouvernement fédéral, organisateur politique et directeur fondateur des services de soins communautaires aux personnes âgées de la région de Durham.

## Sandy Lockhart

Originnaire de la région centre-est de la province, Sandy Lockhart est professeur à l'Université Trent. Il a beaucoup travaillé sur la question des autochtones et dans l'élaboration d'une politique provinciale. Le professeur Lockhart est diplômé du réseau collégial ainsi que du réseau universitaire. Il représente le Conseil au Groupe de travail sur la formation avancée et est membre du Comité de la gestion.

## Bev Marshman

Bev Marshman est professeure au département de mathématiques appliquées de l'Université de Waterloo. Elle s'intéresse particulièrement aux méthodes d'enseignement et d'apprentissage innovatrices. Elle siège au conseil consultatif des ressources humaines de l'université. M<sup>me</sup> Marshman préside le Comité de la gestion du Conseil. Elle est originaire de la région sud-ouest de la province.



---

## 8. *Vision 2000* Recommendations

Following the release of *Vision 2000: Quality and Opportunity*, a major review of Ontario's college system ordered in 1988 by the Honourable Lyn McLeod, Minister of Education, Council began to consider its role in the implementation of two key recommendations of that report; College Standards and Accreditation Council (CSAC) and Prior Learning Assessment (PLA). CSAC would establish system-wide program standards and review and accredit programs to help ensure consistently high quality across the province. It would also serve to better allow both employers and students to evaluate the benefits of college programs and improve the portability of credits. PLA would establish a system to evaluate prior learning and experience for credit toward a college credential. Both recommendations have great implications for improved quality and access within the system and were overwhelmingly endorsed by the employees and employers of the colleges as well as by the external communities they serve.

With the government's endorsement in September 1990 and subsequent funding in the 1991 provincial budget, the Council submitted formal proposals to the Minister of Colleges and Universities recommending the creation of the CSAC Establishment Board and the PLA Advisory Committee.

In the Fall of 1991, both groups began their work of drafting processes by which CSAC and PLA could be set in motion.

### College Standards and Accreditation Council (CSAC)

The CSAC Establishment Board was co-chaired by the Deputy Minister, Bernard Shapiro, and the Chair of the Council of Regents, and included appropriate representation from major stakeholders. Funding for this initiative also provided for pilot projects in the development of province-wide outcome standards.

In addition to the co-chairs, the CSAC Establishment Board included representatives of OPSEU, the Council of Presidents, the Council of Governors, Senior Academic Officers, the Ministry of Colleges and Universities, the Council of Regents, as well as two members external to the college system. The Establishment Board was supported by a four-person secretariat drawn from the Council of Regents, the Ministry of Colleges and Universities and a college administrator on secondment.

The Establishment Board held its first meeting on November 4, 1991, and in six subsequent meetings, examined a variety of documents, including those prepared for the Council of Regents advisory committee and those prepared by the Board secretariat. The Board discussed the major issues of a mandate and functions for CSAC, general education and generic skills, program standards and program review and produced a discussion paper in March 1992 which was circulated to both college and external groups for reaction.

Originnaire du Nord-Ontario, Claire-Lucie Brunet travaille dans un centre de santé communautaire à Ignace, étant retournée dans le nord pour y exercer la profession de médecin. Elle a acquis de l'expérience en administration gouvernementale au ministère de la Santé, a travaillé comme médecin de famille dans le nord de la province et à Toronto, et a fait partie de plusieurs conseils et comités. La docteure Brunet apporte au Conseil une perspective franco-ontarienne. Elle est membre du Comité des affaires francophones.

## Jacqueline Fraser

Jacqueline Fraser a obtenu son baccalauréat ès arts et sa maîtrise en éducation à l'Université d'Ottawa et détient aussi un diplôme de spécialiste en éducation physique. Elle a enseigné aux paliers élémentaire, secondaire et universitaire. Elle participe à de nombreuses activités communautaires et sportives. En fait, elle entraîne depuis 28 ans des équipes pour les compétitions interscolaires. Elle a été membre et présidente du conseil d'administration du collège St-Laurent et présidente de l'association d'athlétisme scolaire de sa région. Elle a été présidente du Comité des affaires francophones du Conseil et est membre du Comité de la gestion. Mme Fraser habite à Alexandria.

## Louise Gauthier

Louise Gauthier, qui demeure à Timmins, est avocate au cabinet Racicot, Bonney, Aube et Gauthier. Ses nombreuses activités au service de la collectivité l'ont amenée à être membre et vice-présidente du conseil d'administration du collège Northern et directrice de l'Association pour déficients mentaux de Kapuskasing et du district. Elle a aussi travaillé au sein de l'organisme Centraide. Mme Gauthier est membre de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, de l'Association du Barreau canadien et de l'Association des juristes de Cochrane. Elle est vice-présidente du Conseil, est membre du Comité des affaires francophones et participe au Groupe de travail sur le harcèlement.

## W. James Griffiths

Jim Griffiths, qui a toujours habité à Thunder Bay, se consacre à l'éducation à tous les niveaux depuis de nombreuses années. Il a été administrateur des affaires et secrétaire-trésorier du Conseil de l'éducation de Port Arthur pendant 25 ans, et surintendant des affaires au Conseil de l'éducation de Lakehead pendant cinq ans. Au niveau communautaire, il a été notamment conseiller scolaire, a participé à la Commission de logement de Thunder Bay et du district, à l'Association des commissions de logement de l'Ontario, à l'Association ontarienne des agents de l'administration et à l'Association des sociétés d'aide à l'enfance de l'Ontario. Il est membre du comité consultatif (de l'Association pour déficients mentaux de Lakehead) pour le W.J. Griffiths Development Centre. M. Griffiths a été membre du Comité des affaires du personnel du Conseil.

---

There were two principal means by which the Establishment Board sought responses to the discussion paper. First, a three-hour open meeting with one of the Establishment Board co-chairs was held at each of the twenty-three colleges through April and early May. At these meetings, individuals from across the college spoke directly to the issues raised in the paper. Attendance ranged from 25 to 125 for a total of approximately 1800 participants. Second, the Board explicitly invited groups and individuals, both internal and external to the colleges, to submit written responses. Approximately 200 responses were received, three-quarters of which were from internal college groups or individuals, one-quarter from external respondents. In addition, through informal meetings, the Establishment Board sought the responses of a range of external groups, including those which currently have formal responsibility for accrediting specific college programs. The Board considered the responses to the discussion paper over three meetings in June and early July.

In addition, the Establishment Board established a sub-committee to recommend funding for a variety of pilot projects in the area of program standards development. These projects began in the Spring 1992 and are expected to report in approximately 15 months on the processes of developing learning outcomes for their programs and recommend the vocational outcomes learners in their programs should achieve.

Based on the analysis and discussion of responses to the Discussion Paper, the Board issued its final report to the Minister in July 1992. The report offers recommendations in the main areas of CSAC's mandate, general education, generic skills, vocational outcomes, program review, the structure and membership of a Board and subsidiary bodies, as well as providing estimates of the possible costs for the first five years of CSAC's operation.

The Council would especially like to thank the members of the CSAC Establishment Board for the extraordinary commitment they have given to this initiative over the past year.

### Prior Learning Assessment (PLA)

The PLA Advisory Committee's membership included Council member Trevor Wilson and Council chair Richard Johnston, who also chaired the Committee. Representation on the Committee was diverse, including groups representing organizations both internal and external to the college system, and members from varying linguistic, cultural, geographical and gender backgrounds.

Prior learning assessment is based on the premise that many adults acquire skills and knowledge through work experience, community activities, volunteer work, non-college and independent study. A PLA system evaluates the learning and relates it to courses and programs at formal education institutions. Using PLA, adult candidates who can demonstrate or document that they have achieved the objectives of a given course may be given formal college credit.



### 3. Membres du Conseil

En 1991, le Conseil a commencé à nommer ses propres membres selon un processus de mise en candidature parallèle à celui qu'il utilise pour nommer les membres des conseils d'administration des collèges. Le Conseil compte de seize à dix-huit membres pour assurer une représentation et une participation appropriées. Un comité de recrutement formé de membres du Conseil cherche des candidates et candidats en communiquant avec les organismes provinciaux voués aux dossiers auxquels le Conseil accorde la priorité, tout en visant une représentation équitable des compétences, des régions, des femmes et des hommes, des langues et des diverses cultures de la province. Les noms des personnes proposées, dont le nombre sera le nombre de places vacantes plus deux, sont transmis par le ministre au Bureau des nominations du Conseil des ministres, après quoi le Conseil des ministres procède à la sélection. Le Comité des nominations de l'Assemblée législative pourra convoquer les candidates et candidats à une entrevue. Les personnes choisies pour siéger au Conseil sont nommées par voie d'un décret du lieutenant-gouverneur.

Dans le cadre de son protocole relatif aux nominations aux conseils, le Conseil a consenti à recommander la nomination d'au moins quatre membres francophones pour constituer un sous-comité dynamique qui pourra fonctionner en français et se pencher sur les questions reliées à la présence d'un nombre croissant de francophones dans le réseau collégial.

Le Conseil se réunit mensuellement dix fois par année. Les membres participent à un ou plusieurs des comités permanents du Conseil : Comité des affaires francophones, Comité de la gestion, le Comité des affaires du personnel/Comité des ressources humaines et Comité de direction (en août 1992, le Comité des affaires du personnel a été renommé Comité des ressources humaines). Chacun des comités permanents rencontre le conseil plénier à l'occasion de la réunion mensuelle.

En plus de participer aux comités permanents, les membres du Conseil assurent une liaison avec chacun des collèges pour favoriser la communication avec les conseils d'administration au sujet de la gestion et d'autres questions touchant à l'ensemble du réseau collégial.

Les membres du Conseil représentent également les intérêts des collèges dans de nombreux autres comités et projets provinciaux.

Les personnes qui suivent ont constitué le Conseil ontarien des affaires collégiales pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992.

---

Recognizing college-level learning achieved by adults outside the Ontario college system accomplishes at least three objectives. First, it enriches our colleges by making them more accessible to a broad range of adult learners. Second, it encourages adult learners to pursue further education and training programs which will enhance career opportunities and, second, help candidates become more productive and capable members of the community. Third, PLA can increase the efficiency of the colleges by eliminating the need for costly and unnecessary retraining.

Over the fall and winter months, the PLA Advisory Committee looked at the needs of adult learners, examined PLA systems in other jurisdictions and investigated current PLA practices in Ontario colleges. In addition to this background research, the Committee consulted with key stakeholders both within and outside the college system and assisted the Minister in selecting a number of pilot projects in the area of prior learning assessment.

In April 1992, the Committee distributed over 2 300 copies of its discussion paper on prior learning assessment to the 23 colleges and 263 external agencies and organizations. The paper outlined why PLA has become a priority in our colleges and identified the issues that would surround its development. The discussion paper proposed a direction of dealing with some of these issues and asked for input and comments on these proposals.

During May and June, meetings were held to discuss the paper with individual college officials, faculty members, government ministries and agencies, and external stakeholders such as community groups, business and labour organizations, professional associations and regulatory bodies. Of more than 70 written responses received, approximately half were from within the college system and half from external groups and individuals.

While a few respondents were guarded in their comments, most gave overwhelming and enthusiastic support for the expansion of PLA in Ontario's colleges. The proposals in the discussion paper generated active discussion and provided many concrete suggestions for the development of system-wide mechanisms and policies for prior learning assessment in Ontario's colleges.

In July, the Committee submitted its final report to the Minister. Included in the advice to the Minister were recommendations on prior learning assessment methods, academic policies, the establishment of a PLA Advisory and Coordinating Group and the funding of prior learning assessment. Specifically, among the recommendations:

---

En vertu d'une entente conclue avec les conseils d'administration des collèges en 1973, le Conseil est également responsable du parrainage du régime de retraite du réseau collégial.

Le Conseil assume d'autres responsabilités que lui confie le ministre des Collèges et Universités au besoin.



- 
- PLA in the colleges should focus, in the initial three years, on portfolio development and the challenge process;
  - By September 1994, half of the courses at each college, representing a wide range of programs, should be eligible for challenge. Subsequently, the PLA Group should recommend further targets;
  - For those individuals from other jurisdictions, the Ministry of Citizenship should assume responsibility for developing a system for evaluating their credentials;
  - With a few exceptions, learners should be eligible to receive advanced-standing credits for up to 75 percent of the requirement of the credential;
  - PLA staff at the colleges should be required to complete an approved training program prior to their involvement;
  - The PLA Group should include a diverse membership, to be reviewed three years after its creation, and should develop a three-year plan to be reviewed annually. The PLA Group should also include four members representing the Francophone community;
  - Learners participating in PLA should bear approximately 25% of the operating costs of PLA.

Thanks must be extended to the Committee members who, in a remarkably short period of time, reached a consensus on all the recommendations contained in the report – a credit to the hard work, commitment and co-operation the members exhibited throughout the process. The PLA Committee also expressed their excitement for the potential for PLA in the college system and felt that their recommendations will help lay the foundation for the college system envisioned in the *Vision 2000* report.

## *Philosophie sur laquelle le Conseil s'appuie dans ses travaux*

Convaincu du besoin d'une planification dynamique et à long terme, d'une révision et d'un renouvellement perpétuels du mandat des collèges de l'Ontario, le Conseil structurera ses travaux :

- en adoptant une approche fondée sur la consultation et l'accessibilité, une politique de collaboration avec les conseils d'administration, les présidentes et présidents des collèges et l'Association des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario, pour avoir une vue d'ensemble des opinions d'autres personnes représentant celles et ceux qui travaillent ou étudient dans les collèges;

- en élaborant une perception générale des grandes questions économiques, sociales, culturelles et éducationnelles auxquelles l'Ontario fait face, et des problèmes et possibilités que celles-ci présentent aux collèges;

- en créant et en maintenant des liens solides avec le système scolaire et les universités de l'Ontario;

- en évaluant les questions liées à l'éducation en Ontario à la lumière de l'expérience vécue ailleurs au Canada et à l'étranger;

- en réévaluant les recommandations du Conseil en matière de politiques, ainsi que leur application, en fonction des circonstances économiques et sociales.

Au fil de ses travaux, le Conseil collaborera régulièrement avec le ministre pour mettre à jour les priorités annuelles en matière de politiques.

## *Autres activités prévues par la loi*

Le Conseil est habilité à nommer les membres des conseils d'administration des collèges. Il lui appartient également d'appuyer le ministère des Collèges et Universités et l'Association des collèges d'arts appliqués et de technologie dans les domaines de l'orientation et de la création des conseils d'administration.

En ce qui a trait à la gestion des ressources humaines, il incombe au Conseil de faire des recommandations au ministre des Collèges et Universités concernant les salaires du personnel administratif.

À l'heure actuelle, le Conseil est chargé des négociations collectives avec les membres du personnel de soutien et du personnel scolaire qui sont membres du SEFPO. Ces responsabilités demeurent en vigueur en attendant l'adoption de mesures législatives concernant la création d'une association d'employeurs (Projet de loi 23, 1<sup>re</sup> lecture le 27 mai 1992).

---

## 9. Harassment and Discrimination

In the last year, the Ontario Ministry of Colleges and Universities sponsored an initiative to increase physical safety on college and university campuses. In addition, the Ministry in collaboration with the Ontario Women's Directorate initiated projects on date and acquaintance rape, wife abuse, and restricted access for women in engineering programs. In light of his continuing concern regarding these issues, Richard Allen, Minister of Colleges and Universities, asked the Ontario Council of Regents to advise him on sexual harassment in colleges. The Council responded to his request by convening the 14-member Harassment Task Force in July 1991.

The Council directed the Task Force members to investigate the status of policies, incidents and initiatives on harassment in Ontario colleges and in other jurisdictions. It further asked that they make recommendations to Council based on their findings.

During the course of its deliberations, the Task Force discovered that sexual harassment is closely related to and often associated with other forms of harassment and discrimination and is frequently related to safety of the physical environment. The Task Force's investigation was therefore extended to include the broader context.

*The Report on Harassment and Discrimination in Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology* was submitted to the Minister in May 1992 after a working document had been shared with system and external groups for response. Overall, there was widespread endorsement for a strong directive from the Minister to establish system-wide standards for policies and procedures on harassment and discrimination. The main text of the report is arranged in five sections: setting the terms, preventing incidents, dealing with violations, assessing progress and process, and enabling mechanisms.

Representation on the Harassment Task Force was broad-based, including members from the Council of Regents, college students' unions, both faculty and support staff representatives from OPSEU, college administration, and others were selected on the basis of their expertise in the area of harassment and their commitment to dealing with the issue.

Council would like to thank each member of the Harassment Task Force for their valuable contribution to this important and complex issue and especially Council members, Ms. Louise Gauthier, Ms. Val McGregor and also, Ms. Marilyn White, who served as chair of that committee.



## 2. Mandat du Conseil

Au cours de l'automne 1987, le Conseil ontarien des affaires collégiales a élaboré son mandat, auquel participent les principaux groupes intéressés au sein du réseau collégial : les présidentes et présidents des conseils d'administration, les présidentes et présidents, les administratrices et administrateurs, les groupes d'étudiantes et d'étudiants et le Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO).

### Mandat

#### *Convictions et principes du Conseil*

Le rôle principal du Conseil ontarien des affaires collégiales est de donner au ministre des Collèges et Universités des conseils avisés à propos des politiques de son ministère, conseils qui serviront à promouvoir la vitalité et l'efficacité du réseau des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario.

Grâce à une politique dynamique, avisée et bien documentée, le Conseil oriente ses travaux en s'appuyant sur les convictions et les principes suivants :

- engagement à l'égard des étudiantes et des étudiants;
- engagement vis-à-vis du personnel du réseau collégial;
- souci des besoins des personnes qui emploient des diplômées et diplômés des collèges;
- obligation de rendre des comptes à la population de l'Ontario;
- sensibilité à l'avenir et capacité de discerner ce qu'un réseau collégial prévoyant, dynamique et souple peut accomplir et offrir sur les plans social, culturel, économique et éducationnel;
- nécessité de jouer un rôle catalyseur pour que surviennent des innovations et des changements constructifs dans le réseau collégial;
- conscience du rôle des collèges dans la politique gouvernementale;
- reconnaissance du fait que, si un leadership coopératif et engagé est nécessaire pour atteindre les objectifs du réseau collégial, il faut toutefois respecter et encourager aussi les initiatives, la créativité et les innovations de chaque collége.

---

## 10. 25th Anniversary of Ontario's College System

On May 21, 1965, the Minister of Education introduced legislation to establish Ontario's system of colleges of applied arts and technology. The colleges were created in response to the tremendous economic, social and demographic changes which occurred in the 1960s. The goals of the new college system were to be closely linked with the social and economic objectives of the province.

At the request of the Minister of Colleges and Universities, an ad hoc committee representing the Ministry, the Council of Regents and stakeholders from the colleges was formed to oversee and administer events and special projects that will promote and celebrate the 25th anniversary of the college system, which falls in 1992. Richard Johnston chairs the 25th Anniversary Steering Committee.

Since the doors first opened for 500 students at Centennial College in October 1966, over 400,000 men and women have graduated from one-, two- and three-year programs. In addition, hundreds of thousands of students have attended continuing education courses or have been retrained through contract training and apprenticeship programs.

While the colleges have provided a high quality and relevant post-secondary education to many Ontarians, there exists a public perception that post-secondary opportunities at the college level lack the status and prestige generally associated with opportunities at the university level.

If the colleges are to be successful in helping the province achieve its educational and training objectives, it is essential to dispel the existing myths and perceptions held by the public about the benefits of college education and training. The 25th anniversary of the college system in 1992 presents an excellent opportunity to underline the growing role colleges are playing in the economic recovery of the province through the training and retraining of the labour force and to acknowledge and applaud the enormous contribution that college graduates have made through career achievement and contribution to society.

To mark the 25th anniversary of the system, the Steering Committee has recommended to the Minister that a special awards program be created for which only college graduates would be eligible. The Premier's Awards for Graduates of Ontario's Colleges of Applied Arts and Technology will be launched in 1992. Each year, an award will be presented to one graduate from each of the following areas: applied arts, business, health sciences and technology. Premier's Awards recipients will receive a commemorative medal and a five thousand dollar bursary fund will be directed to the college of her/his choice.

The first Premier's Awards will be presented in November 1992.

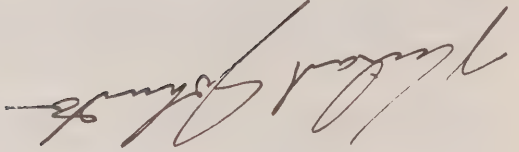
En décembre, le Conseil a fait sa présentation habituelle au Comité des finances de l'Assemblée législative dans le cadre de la consultation précédant l'annonce du budget. Pour la première fois cette année, le COAC a invité le Conseil des présidentes et des présidents à participer à cette présentation. Nous espérons pouvoir répéter ce geste de collaboration.

Le Conseil a été invité à participer à la mise sur pied du Conseil ontarien de formation et d'adaptation de la main-d'œuvre (COFAM), un organisme créé pour coordonner les initiatives de formation de la province en collaboration avec le gouvernement fédéral. Le Conseil occupe l'une des trois places réservées aux collèges au sein du comité directeur intermédiaire sur l'éducation et la formation.

Pour ce qui est de l'organisation et du fonctionnement internes, le Conseil a modifié en 1991-1992 le mode de nomination de ses propres membres en fonction de ce qu'il exige de la part des conseils d'administration des collèges, il a étendu le rôle du Comité des affaires francophones et il a créé un comité de direction.

Le Conseil s'est réuni onze fois pendant la période du 1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992.

En cette première année de présidence, j'ai eu l'occasion de visiter chacun des vingt-trois collèges au moins une fois et j'ai rencontré le Conseil des présidentes et des présidents des conseils d'administration, le Conseil des chefs de groupes étudiants au bureau central ou dans le cadre de réunions régionales. Dans chaque cas, l'attitude positive manifestée envers les défis que doit relever le réseau collégial m'a beaucoup impressionné.



Richard Johnston



---

## 11. Looking Forward

The final reports of the CSAC Establishment Board and of the PLA Advisory Committee are now in the hands of the Minister of Colleges and Universities, and the Council of Regents awaits his decision. Should there be a decision to implement these initiatives in the colleges, it is anticipated that work will begin immediately within the Council of Regents to lay the groundwork for the tasks to be set in motion.

Similarly, the Council awaits direction regarding the implementation of recommendations contained within the *Report on Harassment and Discrimination in Ontario Colleges of Applied Arts and Technology*.

The Council has most recently been asked to coordinate the work of the College Restructuring Steering Committee, which, over the next year, will investigate ways to deal with increasingly constrained resources while expanding its crucial role as a contributor to Ontario's economic renewal.

## 1. Rapport du président

Depuis 1988, les activités du Conseil ontarien des affaires collégiales en matière de politique et de planification sont centrées sur *Vision 2000*, une étude globale et approfondie du mandat des collèges lancée par M<sup>me</sup> Lyn McLeod en octobre 1988. Le Conseil a présenté au ministre des Collèges et Universités, en mai 1990, le rapport final intitulé *Vision 2000 : Qualité et possibilités*. Le Conseil travaille depuis à l'avancement de deux initiatives importantes découlant des recommandations du rapport : le CNAPC (Conseil des normes et de l'agrément des programmes collégiaux) et le PRA (Programme de reconnaissance des acquis).

Le CNAPC serait responsable d'élaborer des normes provinciales pour les programmes collégiaux et un mécanisme de révision des programmes. Le PRA établirait un mécanisme pour l'évaluation et la reconnaissance, au niveau collégial, des compétences et connaissances acquises par l'expérience professionnelle, par le biais d'activités communautaires, en suivant des cours ne menant pas à des crédits, en faisant des études de façon autonome ou dans d'autres établissements d'enseignement. Ces deux initiatives contribueront sans doute à améliorer la qualité et l'accessibilité du réseau collégial ontarien. Elles jouissent notamment de l'appui de la population étudiante, des membres du personnel enseignant, administratif et de soutien ainsi que des groupes représentant les employeurs et les travailleuses et travailleurs, et d'autres groupes éducationnels et communautaires. Le Conseil d'établissement du CNAPC et le Comité consultatif du PRA ont tous deux présenté leur rapport final au ministre des Collèges et Universités en juillet 1992.

En réponse à la demande qu'a formulée le gouvernement en mai 1991 de mener une enquête sur le harcèlement dans les collèges, le Conseil a créé un groupe de travail sur le harcèlement, dont il a présenté le rapport intitulé *Rapport sur le harcèlement et la discrimination dans les collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario*. Le présent rapport traitera des conclusions du groupe de travail.

Outre ces initiatives spéciales en matière de politique, le Conseil a continué de s'acquitter de ses responsabilités législatives dans les domaines de la gestion des ressources humaines et de la gestion des collèges. En attendant l'adoption d'une loi concernant la création d'une association d'employeurs, le Conseil a rempli son rôle de mandataire des collèges lors des négociations collectives. En plus de nommer des personnes appropriées, sur le plan des compétences et de la représentation, aux conseils d'administration des collèges, le Conseil veut s'assurer que ces conseils reflètent la population servie.

L'année 1992 marque le 25<sup>e</sup> anniversaire du réseau collégial de l'Ontario et, à la demande du ministre des Collèges et Universités, le Conseil présidera un comité de personnes intéressées du milieu collégial chargé d'organiser les fêtes commémorant cet anniversaire.





Le Conseil ontarien des affaires collégiales pour  
les collèges d'arts appliqués et de technologie

Le Conseil ontarien des affaires collégiales pour les collèges d'arts appliqués et de technologie est un organisme provincial créé en vertu de la *Loi sur le ministère des Collèges et Universités*. Le Conseil doit rendre compte au ministre des Collèges et Universités.

Le rôle principal du Conseil est de fournir au ministre des Collèges et Universités des conseils avisés en matière de politiques en vue de promouvoir la vitalité et l'efficacité du réseau des collèges d'arts appliqués et de technologie de l'Ontario.

La *Loi sur la négociation collective* dans les collèges confirme que le Conseil est le mandataire des employeurs lors des négociations collectives. Le Règlement 640 habilite le Conseil à nommer des membres aux conseils d'administration des collèges.



---

**Le Conseil ontarien des affaires collégiales pour  
les collèges d'arts appliqués et de technologie  
de l'Ontario**

**Rapport annuel**

**1<sup>er</sup> septembre 1991 au 31 août 1992**